



KALLISTE REVISION COMPTABLE

Société de Commissaires aux Comptes

Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence

Agréée près la Cour d'Appel de Bastia

**C.R.V.I. de CORSE
CENTRE DE RECHERCHE VITICOLE DE CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
SIEGE SOCIAL : Pôle agronomique
20230 SAN GIULIANO**

**ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Siège Social :

Parc technologique de Bastia, Z.A.E. d'Erbajolo - 20600 BASTIA

☎ 04 95 30 18 60 ~ Fax 04 95 33 68 50Z

Mail : krc@kalliste-fiduciaire.com

Numéro de TVA Intracommunautaire FR49343744991

SARL au Capital de 100 000 Euros - Siret 343 744 991 00039 - APE 6920Z

**C.R.V.I. de CORSE
CENTRE DE RECHERCHE VITICOLE DE CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
SIEGE SOCIAL : Pôle agronomique
20230 SAN GIULIANO**

**ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames,
Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du C.R.V.I relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point de l'annexe qui concerne le traitement fiscal des prestations d'analyses réalisées (cf. annexe partie « autres informations »).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous vous précisons que nous avons porté une attention particulière au contrôle de la facturation ainsi qu'à l'analyse des subventions, de leurs utilisations et à ses incidences comptables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 1^{er} juin 2023

Pour la SARL KALLISTE REVISION COMPTABLE



Le Gérant
Antoine VINCENTI



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	35 700	34 981	719	1 435
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 363		4 363	4 363
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	467 792	395 716	72 076	64 117
Autres immobilisations corporelles	82 014	59 071	22 943	24 853
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	814		814	814
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				1 000
Autres immobilisations financières	30		30	30
TOTAL I	590 728	489 767	100 960	96 628
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	5 412		5 412	5 010
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	56 365	5 209	51 156	63 943
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	441 293	27 673	413 620	663 989
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	482 607		482 607	253 127
Charges constatées d'avance	12 107		12 107	4 839
TOTAL III	997 784	32 882	964 902	990 907
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 588 511	522 649	1 065 862	1 087 535

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	140 000	120 000
Autres réserves	445 822	418 587
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	40 131	47 235
Situation nette	625 954	585 822
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	51 798	51 619
Provisions réglementées		
TOTAL I	677 751	637 442
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	55 134	41 907
TOTAL III	55 134	41 907
Provisions		
Provisions pour risques	10 928	6 816
Provisions pour charges	67 336	63 187
TOTAL IV	78 264	70 003
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275	241
Emprunts et dettes financières diverses	550	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 828	130 947
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	139 738	166 633
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 092	20 678
Autres dettes	2 231	11 553
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		8 130
TOTAL V	254 713	338 182
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 065 862	1 087 535

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'exploitation		
Cotisations	141 950	134 135
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	54 329	39 849
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	165 780	160 107
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	524 666	563 665
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 888	36 388
Utilisations des fonds dédiés	10 673	4 639
Autres produits	24	32
TOTAL I	909 310	938 814
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	37 844	41 674
Variation de stocks	-402	-5
Autres achats et charges externes	186 905	198 702
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	13 232	14 650
Salaires et traitements	404 657	435 455
Charges sociales	141 766	151 638
Dotations aux amortissements et dépréciations	64 555	52 585
Dotations aux provisions	4 149	5 264
Reports en fonds dédiés	23 900	11 200
Autres charges	2 809	15
TOTAL II	879 415	911 178
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	29 894	27 635
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 145	510
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 145	510
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés	729	606
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	729	606
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	416	-96
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	30 311	27 540

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	804	175
Sur opérations en capital	22 831	24 387
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	18 406	18 046
TOTAL V	42 042	42 608
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	21 293	22 667
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	10 928	245
TOTAL VI	32 221	22 912
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	9 820	19 695
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	952 497	981 932
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	912 365	934 697
EXCÉDENT OU DÉFICIT	40 131	47 235

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

Objet social, nature et périmètre des activités et moyens mis en oeuvre

L'association a pour but :

- Toute activité de recherche appliquée et développement consistant en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles en matière viticole, œnologique et de sélection des cépages ;
- De rechercher des procédés techniques et expérimentaux sur la culture des vignobles ainsi que l'amélioration des moyens et conditions d'exploitation de la filière viticole (exploitants, structures de production) ;
- De mettre en œuvre les orientations viticoles définies par la profession et financées par les collectivités publiques selon une enveloppe budgétaire allouée en fonction d'une quote-part des dépenses affectées au programme de recherche ;
- De trouver des ressources extérieures aux subventions publiques permettant de couvrir le programme de recherche, par la vente des produits de l'association ou la réalisation de prestations ou d'études à destination des activités viticoles ;
- La formation des exploitants viticoles, ou des personnes relevant des professions connexes au secteur, en vue de développer les techniques des adhérents ainsi que l'enseignement auprès d'établissement scolaires.

Pour réaliser son objet social, l'association dispose de locaux situés au pôle agronomique de San Giuliano. Elle possède également du matériel de laboratoire et de vinification.

L'association a un effectif moyen de 11 personnes.

Les ressources de l'association sont constituées par :

- Les cotisations annuelles de ses membres ;
- Des dotations à la Recherche de la part des syndicats des producteurs, conseil interprofessionnel ou toutes autres structures professionnelles ;
- Les produits des ventes de matières issus de la recherche (levures, greffons, etc.), des prestations intellectuelles et techniques ;
- Les recettes des manifestations de toute nature organisées par l'association dans le cadre de ses statuts,
- Des subventions publiques (Europe, Etat, Région, Département, Commune.) dans le cadre de plans d'actions à durée déterminée renouvelable éventuellement, conçus par les pouvoirs publics et privés et confiés particulièrement au CRVI de Corse, en faveur du développement local de la viticulture, de la recherche biologique, œnologique et toute autre perspective d'amélioration de la vigne, des vins et la diffusion des connaissances.

Elles peuvent également comprendre toute autre ressource non interdite par les lois et règlements en vigueur.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture**Faits caractéristiques de l'exercice**

- Provision pour majorations et pénalités MSA :

Une provision pour risque d'un montant de 10 928 euros a été comptabilisée au 31/12/2022 concernant des majorations et pénalités sur les cotisations MSA des années 2018 et 2019.

L'association a transmis un courrier de contestation d'une partie de ces majorations et pénalités pour un montant de 4 861 euros, considérées comme prescrites.

A la date d'arrêté des comptes annuels, la réponse à cette contestation n'était pas encore parvenue, c'est pourquoi l'association a décidé de provisionner la totalité des majorations et pénalités réclamées par la MSA.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture (suite)

- Litige sur les ventes de greffons de Biancu Gentile 2022 :

En date du 04/11/2022, le CRVI a été informé par son client « les pépinières du Comtat » de la réception d'une notification de FranceAgriMer concernant la destruction de 23 400 plants de Biancu Gentile sur un site de production.

Cette notification est intervenue suite à un contrôle de FranceAgriMer sur l'unité de fabrication des pépinières Comtat en Savoie qui en possède deux au total.

Franceagrimer a donc détecté des échantillons positifs.

Les greffons concernés proviennent de la parcelle standard du CRVI DE CORSE (n° inscription FAM 091300002) exploitée depuis 6 campagnes à savoir 2017 à 2022.

Cette parcelle a été inspectée visuellement tous les ans, depuis 2016 par FAM, et par le CRVI en 2021 et 2022 en plus des contrôles officiels.

Le matériel fourni par cette parcelle est du matériel dit « standard ».

Les textes de FAM stipulent que le « matériel standard » n'entre pas dans les catégories « certifiée » et « base ». C'est un matériel végétal qui possède l'identité et la pureté variétale, mais sans garantie sanitaire autre que l'absence de symptômes visuels majeurs

En 2022, le CRVI a également vendu 79 fagots de Biancu Gentile aux pépinières Velletaz et 14 aux pépinières Mercier.

Une première estimation des pertes engendrées par le matériel virosé a été effectuée fin décembre par les pépiniéristes s'élevant à :

- 77 464 euros de préjudice pour les pépinières Comtat
- 9 000 euros de préjudice pour les pépinières Mercier

En date du 14/03/2023, une expertise sur site (pépinières Comtat) a été effectuée de manière à constater la véracité des pertes et le préjudice subi par les pépinières.

Le rapport d'expertise, remis à l'Assurance Generali du CRVI de Corse, fait apparaître le montant retenu de la réclamation présentée, à hauteur de 50 693 euros HT pour les pépinières Comtat. Il s'agit du coût « produit » des plants et non du coût « revente ».

Concernant la pépinière Mercier, aucun rapport d'expertise n'a été effectué concernant le préjudice.

Les lots ont été détruits par les pépinières Mercier sur la base de leur propre contrôle visuel.

A ce jour, le CRVI est en attente de la certification de destruction des plants de Franceagrimer pour les pépinières Mercier.

Celles-ci ont informé le CRVI de leur souhait de facturer 6327 plants « finis » sur 11 000 plants de Biancu Gentile mis en œuvre, au prix de la cotation mercuriale de 1.55 euros HT soit une perte sur coût « revente » de 9 806.85 euros HT.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture (suite)

- Litige sur les ventes de greffons de Biancu Gentile 2022 (suite) :

Pour mémoire les factures émises en 2022 pour le Biancu Gentile standards sont réparties de la manière suivante :

			Coût Fagot de Biancu Gentile			Frais de Gestion facturé	Prix total HT facturé
Vente Pépiniériste	N° fact	Date	Quantité	PU HT	Montant HT	26%	
Pépinieres comtat	20220200668	21/02/2022	121	34	4114	1069,64	5183,64 (+ 3 fagots offerts)
Pépinieres Mercier	20220200669	21/02/2022	14	34	476	123,76	599,76
Pépinieres Velletaz	20220200679	18/03/2022	76	34	2584	671,84	3255,84 (+ 3 fagots offerts)

Pour information la corrélation entre le prix facturé CRVI et le montant du préjudice souhaité par le pépiniériste concerné est de :

- Comtat = x9.80
- Mercier = x15.01

Sachant que la perte est estimée sur la base du coût produit pour comtat et sur la base du coût revente pour mercier.

A ce jour, il semblerait que le risque soit limité car l'assurance du CRVI DE CORSE "Generali" devrait prendre en charge une partie conséquente des pertes, mais l'association ne connaît pas encore sa position financière exacte. Le risque serait donc limité mais non évaluable de façon fiable à la date d'arrêté des comptes annuels.

Les comptes annuels 2022 ne font donc pas apparaître de provision pour risque concernant ce litige.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 1 065 862 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 40 131 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|----------------|
| • Logiciels | 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | de 3 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | de 3 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

L'association applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour l'association.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective et taux de charges sociales moyen de 40.56%),

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 67 336 euros. La dotation de l'année est de 4 149 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les investissements ne sont financés qu'en partie par les subventions, l'association devant assumer le reliquat. Pour financer ces investissements, les cotisations ont été affectées dans le plan d'investissement pour les prochaines années, ce qui se traduit par la constatation de fonds dédiés.

Ces sommes inscrites en fonds dédiés sont rapportées en produit au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des investissements. Pour les immobilisations amortissables, l'association a choisi de rapporter en produits le montant de l'acquisition sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Contributions volontaires en nature

Concernant la valorisation du temps de travail, l'heure de travail a été déterminée en retenant le coût horaire moyen des cadres ingénieurs du CRVI sur l'année 2022. Le taux horaire moyen obtenu s'élève à 40 euros de l'heure.

Les frais kilométriques sont évalués en fonction des kilomètres parcourus par le bénévole et au tarif en vigueur soit 0.529 euros du kilomètre.

Le bénévolat concerne les interventions (hors fonction de Présidente) de Madame VANUCCI COULOUMERE Josée :

- 129 heures soit 5 160 euros effectués pour des missions opérationnelles au sein du CRVI pour l'année 2022.
- Les frais kilométriques s'élèvent eux à 1 519 euros pour 2 872 km à 0.529 euros le kilomètre.

Les contributions volontaires en nature représentent des sommes non significatives, qui ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association, elles n'ont donc pas été comptabilisées au cours de l'exercice.

Cotisations

L'association comptabilise les cotisations en produits lorsqu'elle génère un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation en produit.

Autres informations

Pour l'exercice 2022, une partie des prestations d'analyses est liée à la "charte associative du patrimoine viticole corse" et n'entre pas par ce biais dans la détermination du seuil des 73 518 euros (seuil de franchise des impôts commerciaux pour les activités accessoires).

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 700		
TOTAL	35 700		
Terrains	4 363		
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	427 528		40 263
- Générales, agencements et aménagements divers	10 704		540
Matériel :			
- De transport	709		2 706
- De bureau et informatique, mobilier	66 561		794
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	814		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	510 680		44 303
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés	15		
Prêts et autres immobilisations financières	1 030		
TOTAL	1 045		
TOTAL GÉNÉRAL	547 425		44 303

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			35 700	
TOTAL			35 700	
Terrains			4 363	
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencements et aménagements const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage			467 792	
- Gales, agencements et aménagements divers			11 244	
Matériel :				
- De transport			3 415	
- De bureau et informatique, mobilier			67 355	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			814	
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			554 983	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés			15	
Prêts et autres immobilisations financières	1 000		30	
TOTAL	1 000		45	
TOTAL GÉNÉRAL	1 000		590 728	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 265	716		34 981
TOTAL	34 265	716		34 981
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	363 411	32 305		395 716
Installations générales, agencements et aménagements divers	7 767	647		8 414
Matériel de transport	439	174		613
Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 915	5 129		50 044
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	416 532	38 254		454 787
TOTAL GÉNÉRAL	450 797	38 970		489 767

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	63 187	4 149		67 336
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	6 816	10 928	6 816	10 928
TOTAL II	70 003	15 077	6 816	78 264

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	16 317	6 512	9 020	13 809
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	11 590	19 073	11 590	19 073
TOTAL III	27 907	25 585	20 610	32 882
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	97 910	40 662	27 426	111 146
- D'exploitation		29 734	20 610	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		10 928	6 816	

Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	30		30
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	6 251	6 251	
Autres créances clients	50 114	50 114	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	17 482	17 482	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	415 211	415 211	
Groupe et associés (2)	8 600	8 600	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	12 107	12 107	
TOTAL	509 796	509 765	30
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	500		
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 500		
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Commentaires : néant

Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :	275	275		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	100 828	100 828		
Personnel et comptes rattachés	44 277	44 277		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 213	82 213		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	13 248	13 248		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 092	11 092		
Groupe et associés (2)	550	550		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	57 364	57 364		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	309 847	309 847		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275	241
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 351	17 929
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	62 432	76 066
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 035	2 035
Autres dettes	1 856	1 661
TOTAL	76 950	97 932

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		943
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL		943

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation		8 130
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			8 130

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	12 107	4 839
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		12 107	4 839

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	4	
Employés	1	
Ouvriers	1	
Apprentis sous contrat		
TOTAL	11	

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	8 570
Conseils et prestations de services	
TOTAL	8 570

Commentaires : néant

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite - Pour personnel en activité			
et indemnités assimilées : - Pour personnel à la retraite			
Indemnités : - De départ à la retraite et autres			
- Pour personnel en activité			
PROVISION IFC			67 336
TOTAL			67 336

L'engagement de retraite est évalué conformément à la convention collective.

La provision IFC est calculée sur la base de l'article II.25 de la convention.

Les paramètres retenus pour le calcul sont les suivants :

- Taux de charges patronales moyen de 40.56%
- Table de mortalité 1997/1999.

Rémunération des dirigeants

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements : - Financiers - De retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées			123 690	

Commentaires : néant

Transferts de charges

Nature des transferts de charges	Montant
MSA-CCPMA	2 868
TOTAL	2 868

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
COTISATIONS	41 907	23 900	10 673			55 134	
TOTAL	41 907	23 900	10 673			55 134	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	41 907	23 900	10 673			55 134	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	538 587	47 235			585 822
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	47 235	-47 235	40 131		40 131
Situation nette	585 822		40 131		625 954
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	51 619		23 010	22 831	51 798
Provisions réglementées					
TOTAL	637 442		63 141	22 831	677 751

Tableau de subventions d'exploitations

Subventions	Accordées du 01/01/2022 au 31/12/2022	Dont reçues du 01/01/2022 au 31/12/2022	Comptabilisées ultérieurement
	①	②	①-②
FRANCEAGRIMER	445 474	140 545	304 929
SGAC	8 600		8 600
ODARC	70 592		70 592
TOTAL	524 666	140 545	384 121